Numéro 25

Mercredi
7 novembre 1979

Prix : 1 F

12, cite Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Scandales : le gouvernement par le silence • Nucléaire et sécurité : la stratégie du secret • Budget Défense : des veto et des hommes • Picardie : l'esprit régional pour l'emploi • P.c - Droite : consensus sur l'énergie • Viande : la daube est chère, mangez du filet ! • Mots croisés avec Lucien Praire • Economie : pour 80, la reprise du pire • La presse accusée

Tandis que montent les échos des scandales le pouvoir giscardien se cache

Accusés ! levez-vous

Après avoir pris son bol de grand air auvergnat, Giscard, de retour aux affaires, va peut-être tout de même se décider à dire quelque chose.

Les murmures autorisés nous apprennent qu'il n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit. Ni appeler un autre Premier ministre, ni changer de gouvernement. Ni avancer les élections. Ni rien de rien. Et l'on rappelle volontiers qu'il n'est pas l'homme des gestes spectaculaires et des décisions brusquées. Au moins qu'il cause. Qu'il s'explique.

Il ne se prive guère de parler, lorsqu'il s'agit de propagander. Même s'il outrepasse alors ses droits. Mais, dans les circonstances présentes, c'est devenu pour lui un devoir de s'adresser aux Français. Ils ne comprendraient pas qu'il diffère davantage.

Déjà, la dégradation continue de la situation, l'inflation, le chômage, la récession, mettaient en cause le régime. Voici qu'à la crise économique et sociale s'ajoute désormais une grave crise morale, mettant en question la société elle-même. Elle frappe la majorité, le parti du Président, des ministres, le gouvernement et atteint même le sommet de l'Etat. Or, l'U.d.f se tait ; le gouvernement se tait ; le Président se tait.

Cette stratégie du secret devient de plus en plus suspecte. Ç'en est assez du gouvernement par le silence. Alors que bruissent partout les échos des scandales.

Que masquent donc les manœuvres de diversion du pouvoir et de ses porte-silences ? Sont-elles signe d'impuissance ? Ou bien un déguisement pour le refus d'un aveu ?

Silences, absences...

Le coup du détournement de l'opinion visant à égarer les responsabilités vers la presse, a fait long feu avec la publication des lettres de Robert Boulin. Terrible accusation pour la République giscardienne, ses hommes et ses mœurs, ce message posthume criait aux accusés : « levez-vous » ! mais ces messieurs restent assis. Et bouche cousue.

L'U.d.f n'a toujours pas dit mot. Le R.p.r n'a rien trouvé d'autre à faire pour se disculper que de poursuivre un journaliste. Et le Président se met au vert. Le coup de Chanonat est bien, lui aussi, un coup fourré.

La littérature officielle est à pleurer de honte et de bêtise quand elle explique que Monsieur d'Estaing avait besoin de retrouver son Auvergne rurale et profonde. Et que ce voyage aux sources était prévu de longue date. Tellement prévu, en effet, que l'agenda présidentiel publié quelques jours plus tôt, comportait divers rendez-vous qu'il a fallu annuler au dernier moment. Dont celui avec Raymond Barre, reporté in-extremis à mercredi.

Il est temps de cesser, enfin, là-haut de se moquer du monde. Pour affronter enfin la réalité. Pour regarder enfin la vérité. Pour respecter enfin la dignité.

Sinon, le pouvoir, déjà discrédité, se trouverait tout à fait disqualifié.

Georges Fillioud

épingle

« L'action personnelle de Valéry Giscard d'Estaing nous permet, dans un temps exceptionnellement difficile, d'atténuer toutes les conséquences si rudes de la crise mondiale que nous traversons ».

Michel Poniatowski - au congrès du Parti Républicain - 28.10.79.

Economie

Sombres perspectives pour 1980

« La récession de 1980 risque d'être plus accusée que celle de 1975 ». Le banquier qui tient ces propos sinistres n'est pourtant pas d'habitude porté à la morosité. Et son avis est loin d'être isolé.

De fait, plus on se rapproche de la réunion de l'O.p.e.p, prévue pour le 17 décembre à Caracas, plus le catastrophisme gagne dans la classe dirigeante. Les experts gouvernementaux s'attendent à ce que le prix du pétrole atteigne au moins 25 dollars le baril début 1980. Certains n'excluent pas un prix de 30 dollars.

Des facteurs de ralentissement

Cette nouvelle hausse - la troisième en douze mois - va atteindre les pays occidentaux au moment où leurs économies sont déjà sur la pente du ralentissement. La baisse de l'activité se confirme aux Etats-Unis ; elle s'amorce en R.f.a, masquée par un comportement de précaution qui conduit à un gonflement des stocks ; elle est déjà latente en France. Si bien que cette fois les pays occidentaux abordent une phase de dépression en étant déjà eux-même en état de faiblesse économique.

Ajoutons, pour la France, que le recul du pouvoir d'achat, dû au freinage des salaires et au surcroît de cotisations sociales, empêchera la consommation des ménages d'amortir le choc comme ce fut le cas en 1975.

Ajoutons enfin que la course aux taux d'intérêt qui vient d'être relancée par l'Allemagne, suivie par le Japon et la Suisse constitue un facteur de récession supplémentaire.

« Le pire n'est jamais sûr ». Et ces sombres prédictions répandues par des oracles proches du pouvoir peuvent n'avoir comme objet que d'effaroucher les pays producteurs sur les conséquences de leurs actes.

En revanche, ce qui semble assuré, c'est que des propos tels que ceux de M. François Ceyrac ce week-end - « l'économie française connait une reprise certaine » - tout comme la prévision associée au budget d'une croissance de 2,5% l'an prochain sont d'ores et déjà hors de saison.

POSITION

Débat sur la Défense à l'Assemblée

Les droits du citoyen - soldat

par Charles Hernu

A écouter le ministre de la Défense, ce secteur serait devenu le seul de la nation où tout va bien. Et pourtant, au vu du courrier parlementaire, que de questions, de problèmes, d'incertitudes !

Une fois de plus cette année, la commission de la Défense a refusé d'attribuer à l'opposition un rapport dans le cadre de la préparation de ce budget. Les affaires de la Défense, en France, sont réservées aux seuls parlementaires de la majorité.

Cette crainte du débat, ce secret des délibérations, cette rétention de l'information, cette centralisation autoritaire des décisions est à l'opposé de ce que, le temps d'un lendemain d'élections, on avait appelé la décrispation. Serait-on devenu si mal à l'aise pour se crisper à ce point ? Qu'est-ce qui ne va pas dans ce gouvernement qui se méfie des élus et des Français ? Le ministre de la Défense est devenu monsieur Veto.

Rien pour les retraités militaires et pour les veuves de militaires dans son budget. Et pourtant, que de promesses depuis 1976 ! Une augmentation dérisoire de la solde des appelés, 0,50 F. par jour chaque année, depuis quatre ans.

Plus de priorités

Même l'inflation de deux années n'est pas prise en considération pour le maintien du pouvoir d'achat des militaires et des personnels civils de la Défense nationale. C'est la pratique de l'accordéon. Pendant trois ans, on donne la priorité dans un secteur, puis pendant trois ans on rattrape le retard pris dans un autre, ... De cette manière, on court toujours après un retard, et les augmentations annoncées spectaculairement sont vidées de leur contenu.

Il devrait être simple aussi de répondre à des questions, telles que : la Marine, oui ou



non, doit-elle assurer la protection des zones économiques de 200 miles, outre la défense des approvisionnements et la police de la mer auprès des côtes navales ? Si oui, avec quels moyens ? Le sixième sous-marin atomique sera-t-il suivi d'une nouvelle génération de submersibles nucléaires ? A quelle cadence ? De quel type ? Pourquoi le choix de l'avion embarqué à bord du porte-avions n'est-il pas encore décidé ? Pourquoi l'aéronavale va-t-elle se trouver cruellement dépourvue de moyens modernes ? Pourquoi ces retards à la section air jusqu'en 1980 ?

En fait, on veut faire de tout un peu. Depuis 1976, on ne discerne plus clairement les priorités.

En est-on resté à cette analyse quelque peu baroque des comparaisons de nos forces classiques avec celles de l'Allemagne fédérale ? Alors que la situation est tellement différente ! Jusqu'à ce jour, pas de réponse.

Pas de réponse non plus à nos demandes incessantes de modification des priorités, de précisions concernant le rôle exact de la France dans ce nouvel espace géopolitique qu'est devenu l'Alliance Atlantique. Quelles responsabilités ? Celles d'après-guerre ? Au nom de quoi intervient-on en Afrique ? Pourquoi vouloir armer nos navires de charges nucléaires dans l'Océan indien ?

Pas de réponse non plus quand nous demandons de reprendre avec les élus, le problème du Service national. Au lieu d'entretenir les argousins-ficheurs de la sécurité militaire qui opèrent en toute impunité et selon des méthodes combien expéditives, ne conviendrait-il pas mieux d'examiner attentivement les problèmes posés par l'institution de la conscription, de préserver les droits du soldat-citoyen, de lui offrir la possibilité d'un réel recours et d'assurer son information ?

Je disais, il y a un mois, au ministre de la Défense qu'il était le ministre de l'ennui. Je crains qu'aujourd'hui il ne devienne le ministre de la révolte. L'immobilisme conforte en effet l'anti-militarisme. Il faut affecter les jeunes plus près de chez eux, organiser des réserves sur une période de trois ans, rendre le service national plus universel, plus actif, parce que plus intensif et plus court, garantir les droits du soldat.

Une langueur inquiétante

Au lieu de gérer, il faut imaginer. Mais peut-on encore le faire ? Je crains que les débats sur la Défense, vidés à ce point de leur contenu, ne finissent par lasser l'opinion. Est-ce le but recherché ? On nous annonce par les gazettes que le chef de l'Etat va réfléchir aux questions de Défense et de sécurité. Attendons que l'Oracle ait parlé puisque, avant, personne ne peut rien nous dire.

Les institutions ne fonctionnent plus. Il règne sur cette majorité et sur ce gouvernement une sorte de langueur inquiétante. Plus d'imagination. Plus d'exigence de vérité. Plus de dialogue. Seulement le monologue autocrate de notre monarchie constitutionnelle.

Les journalistes de RTL solidaires de Philippe Alexandre

Après l'annonce par les dirigeants du R.p.r de leur intention de porter plainte en diffamation contre Philippe Alexandre, éditorialiste de R.t.l, ce dernier a confirmé dans plusieurs déclarations ses propos que l'état-major chiraquien estime diffamatoires. Les journalistes de Radio Luxembourg réunis en assemblée générale ont voté à l'unanimité une motion que nous reproduisons ci-dessous exprimant leur solidarité avec leur confrère et dénonçant la campagne menée contre la presse.

«Les journalistes de R.t.l, réunis en assemblée générale le 5 novembre 1979, tiennent à exprimer leur entière solidarité avec Philippe Alexandre, assigné en justice par les instances dirigeantes du R.p.r.

«Les auditeurs ont pu apprécier, et particulièrement à propos d'affaires récentes, le soin, la précision et l'indépendance avec lesquels Philippe Alexandre, s'exprime. Et nous, journalistes, sommes les témoins quotidiens des efforts avec lesquels il recherche et vérifie ses informations. A cette occasion, la rédaction de R.t.l s'élève contre la campagne qui, après avoir tenté de jeter le discrédit sur la presse en général, met en cause maintenant des journalistes pris individuellement».

Electronucléaire et sécurité

Les vingt deux organisations signataires de la pétition nationale de l'énergie se sont rendues, hier matin mardi, au siège du Conseil pour l'information sur l'électronucléaire pour protester contre les conditions d'information et de sécurité dans lesquelles était mis en oeuvre le programme nucléaire. Cette démarche faisait suite à une demande d'audience faite en mars 1979, à laquelle il n'avait jamais été répondu.

Une délégation (G.s.i.e.n, C.f.d.t, P.s, P.s.u et Amis de la Terre) a été cette fois-ci entendue par le Conseil et a exposé ses revendications. Elle a attiré, en particulier, l'attention du Conseil sur la récente affaire des fissures ; la façon très inacceptable dont ont été prises les décisions de chargement des centrales ; elle a demandé que les organisations de travailleurs puissent avoir accès aux grands moyens d'information comme la télévision.

Mme Veil, présidente de ce Conseil, a retenu le principe, lors de la prochaine séance le 4 décembre, d'une séance de travail avec les représentants des organisations signataires de la pétition.

RIPOSTE
12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition : Gérard Colé
Gérard Descotils.
Administration : Nicole Covillers
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

Qui est qui ?

MOTS CROISES AVEC LUCIEN PRAIRE

Originaire du Sud-Est -et il y tient- il est d'ailleurs adhérent à la fédération des Alpes-de-Haute-Provence. Ingénieur et économiste, il est passé au P.s.u et a adhéré au P.s en 1972. Dès 1973, il est secrétaire de la Commission Tiers-Monde. En même temps, il a été très actif à la fédération de Paris où il organisa la première fête parisienne du parti. Il est aussi parmi les fondateurs du G.s.e. fonction publique.

Depuis mai 1979, Lionel Jospin lui a confié la délégation nationale au Tiers-Monde.

— Comment définis-tu le Tiers-Monde ?

«Disons que c'est la partie du monde qui reste insérée dans un vaste réseau de dépendance économique et de domination politique. Au centre de nos préoccupations : les droits de l'Homme, les droits des peuples donc le droit au développement. Cela veut dire que nous défendons pour tous les peuples le droit à la souveraineté nationale en particulier sur le plan économique, autant que à la souveraineté politique.

«Entendons-nous. Nous ne pratiquons pas un européocentrisme de gauche qui justifierait l'interventionisme. Nous ne voulons pas jouer les professeurs rouges c'est-à-dire imposer un modèle.

— L'expression même «Tiers-Monde» qui a eu le succès que l'on sait, présente un aspect résiduel. Inventé par les économistes des pays développés, il donne un peu l'idée de «et tout le reste» ?

«Et pourtant quelle importance il a. D'abord par ses aspects humains. Il est détenteur d'une aspiration au changement. Nous n'avons pas à la juger selon nos seuls critères, mais, cette aspiration est un des éléments essentiels de déséquilibre de l'ordre mondial actuel. Déséquilibre qui se nourrit de facteurs démographiques, de l'inégalité de satisfaction des besoins. Déséquilibre alimenté aussi par le jeu des grandes puissances et notamment par les ventes d'armes, qui perpétuent leur domination économique.

«Le Parti socialiste se bat pour créer des échanges plus harmonieux, échanges que nous considérons comme bénéfiques pour tout les peuples. Pour la France, donc ; et pour les travailleurs français si cette évolution s'accompagne en France même de modifications économiques et politiques».

— Le Quai d'Orsay justifie ses relations diplomatiques avec certains pays en affirmant qu'il reconnait des nations et qu'il ne se préoccupe pas des régimes.

«Ce n'est qu'une manière de justifier qu'on ne veut pas rompre avec certains régimes. Par exemple au Chili. Mais dans l'autre sens, c'est-à-dire lorsqu'un régime de droite est renversé par la gauche, les réflexes sont beaucoup plus lents»

— Comment conçois-tu le rôle de la délégation ?

«Ce n'est pas un ghetto ou un lobby Tiers-Monde. C'est une partie de l'action du secteur international que dirige Lionel Jospin. Notre action n'a de sens que dans ce cadre. Nous avons notamment pour vocation d'expliquer comment nous envisageons nos relations avec le Tiers-Monde, tant à l'intérieur du Parti qu'à l'opinion publique.

— Et comment réagit l'opinion publique ?

«Nous sommes dans une phase-clé : l'internationalisme et le Tiers-Monde en particulier sont au coeur du débat national. Au départ, il y a des réactions protectionistes de repli qui s'égarent parfois dans le racisme. Mais depuis quelques années, les problèmes sont mieux posés. La population reste hésitante mais elle est susceptible d'accepter des solutions. A partir du moment où elles seront mises en oeuvre par un gouvernement qu'elle a senti opposé aux dominations économiques internationales autant que susceptible de résoudre ses propres difficultés».

L'UNIVERSITE EN DANGER

Communiqué du Bureau Exécutif

Le Parti socialiste constate que l'Université n'est pas épargnée par l'attaque généralisée du pouvoir contre le Service Public visant à le soumettre aux intérêts de la classe dominante.

Depuis plusieurs années, l'Université est en butte à l'austérité, au blocage des carrières, au tarissement de son recrutement. Avec les décrets de septembre 1978 et août 1979, que le Parti socialiste condamne, l'entreprise de destruction de l'autonomie de l'Université et de renforcement des pouvoirs hiérarchique et ministériel s'est accélérée.

De graves menaces pèsent désormais sur l'emploi des non titulaires. La recherche universitaire est durement touchée. Le nombre dérisoire de créations d'emplois ne peut améliorer un taux d'encadrement qui est un des plus mauvais des pays développés.

L'insuffisance persistante des bourses et des services sociaux universitaires, la réduction brutale du nombre des surveillants contribuent à aggraver les difficultés des étudiants et à renforcer les inégalités.

Le Parti socialiste rappelle son attachement à l'autonomie de l'Université et à la démocratisation du statut de ses personnels. Il demande pour l'Université une augmentation importante des moyens en hommes et en matériel qui permette :

- la création d'une Université ouverte à l'ensemble des travailleurs,
- l'amélioration du taux d'encadrement,
- la résolution du problème des hors-statuts,
- la revitalisation de la recherche universitaire,
- l'élaboration d'une carte universitaire qui ne soit par une répartition arbitraire de la pénurie.

Les Elus et les Fédérations, les G.s.u et les sections universitaires, les personnels et les étudiants socialistes doivent amplifier la lutte contre la politique gouvernementale. Le P.s fera tout pour que cette lutte soit une lutte unitaire.

Rigidités patronales soutien socialiste

RHÔNE POULENC AUSSI

Outre la grève avec occupation chez Merlin-Gérin qui s'est terminée avant hier par des gains substantiels pour les travailleurs, la Fédération socialiste de l'Isère est intervenue dans un autre conflit concernant une usine Rhône-Poulenc, à Pont de Claix. Les militants socialistes ont apporté leur soutien au personnel dans cette usine, où, au départ, seul un atelier de 17 personnes avait cessé le travail. La direction a répliqué par la fermeture de l'usine entière, mettant ainsi 195 personnes à la porte. Les 2 500 collègues, soit la totalité du personnel des usines s'est alors mis en grève par solidarité. Ce conflit dure depuis 15 jours.

Les conseillers municipaux, les élus de nombreuses municipalités socialistes environnantes, sont intervenus auprès des autorités et plusieurs conseils ont voté des aides matérielles aux grévistes.

AGENDA

7 novembre. Paris 15 h 30. Rencontre Ps. Union Fédérale des Consommateurs.

8 novembre. 18 h. **Pot de Presse** avec Pierre Beregovoy et Christian Mora.

8 novembre. 23 h TF1. Lionel Jospin à TF1 dernière.

8 et 9 novembre. **François Mitterrand en Roumanie** avec Claude Estier et Jacques Attali.

10 novembre. Paris - de 9 h à 18 h 30 au Sénat (Salle Médicis) journée organisée par la Fédération de Paris sur le Thème : «Vivre, travailler, décider dans notre ville et notre région».

10 novembre. Pré St. Gervais - Mairie - **Journée d'Information sur la position du P.s en matière de contraception et d'I.v.g** avec Véronique Neiertz.

13 novembre. 17 h - Rencontre P.s - C.n.j.a (jeunes agriculteurs) F.m

15-16 novembre. Vienne - congrès du Parti socialiste autrichien (S.p.o).

QUESTIONS ECRITES

de André DELEHEDE

sur la situation des 800 conseillers techniques à la Jeunesse et aux Sports qui, à ce jour, ne bénéficient d'aucun statut d'emploi.

de Jean LAURAIN

sur les mesures de contrôle des obligations d'emploi des handicapés par les entreprises et de recouvrement des sommes dues au titre de la défaillance dans l'emploi d'handicapés.

Télé-P.S.

LES ELUS SOCIALISTES RESPECTERONT AVEC RIGUEUR ET COMPREHENSION LES ACCORDS D'UNION DANS LES MUNICIPALITES DE GAUCHE.

ACTUEL

Consensus energétique

Etrange vote que celui des députés communistes, joignant leurs voix à celle du gouvernement et des partis de la majorité pour combattre un amendement socialiste au budget de l'Industrie !

Il s'agissait l'autre nuit à l'Assemblée d'augmenter les crédits affectés aux énergies nouvelles, qui sont actuellement près de cent fois plus faibles que ceux consacrés à l'énergie nucléaire. Pour cela, les socialistes ont proposé que la subvention au C.e.a soit réduite de 100 millions de Francs. Cela n'aurait pas remis en cause l'effort de recherche du C.e.a qui serait resté stable en francs constants, entre 1979 et 1980.

Grâce à cette mesure, les grands discours gouvernementaux sur la volonté de développer l'énergie solaire en France auraient pû se traduire par des mesures concrètes. Le gouvernement et le P.c n'en ont pas jugé ainsi. Il est vrai que, quelques instants, plus tard, logiques avec eux-mêmes, les communistes proposaient un amendement demandant une réduction de plus de 50% du budget affecté aux économies d'énergie.

Faute de réduire le gaspillage énergétique et de diversifier nos sources d'énergie, craignons qu'il ne nous arrive demain, avec le nucléaire, les mêmes mésaventures que nous connaissons aujourd'hui avec le pétrole.

La Picardie et l'emploi

Une résolution unitaire

Réuni en session extraordinaire, lundi, le Conseil régional de Picardie a voté une résolution, présentée par les Conseillers socialistes, soulevant les problèmes majeurs de l'emploi dans la Région et, en particulier, des villes de Saint Quentin, Amiens et Abbeville où le taux de chômage approche les 10% (contre 7,1% pour la Picardie et 6,5% pour la France)

La résolution demande, notamment, une aide de l'Etat pour ces trois zones, un rattrapage au titre de la dotation globale de fonctionnement des collectivités locales, et l'achèvement rapide de l'autoroute A 26, Calais-Dijon. Le texte réclame, en outre, une révision de la carte de l'aide au développement économique. Il émet le voeu que les assemblées locales participent activement à l'élaboration d'un schéma régional.

Les socialistes ont également souhaité que se crée un véritable esprit régional et que le Conseil ne soit pas seulement la tribune des villes ou des départements.

Après le rejet d'une résolution communiste, qui proposait que le Conseil condamne le principe des échanges communautaires ainsi que l'intégration de l'Espagne et du Portugal au sein de la C.e.e, ainsi que de la résolution de la droite qui ne faisait que reprendre le rapport du Conseil économique et social, le texte socialiste a donc été adopté par la gauche (13 P.s et 13 P.c) contre les vingt deux voix de la droite.

Bifteck libéré : les gadgets de Monory

M. Monory, ministre de l'Economie, vient d'annoncer la libération des prix du bifteck et d'un certain nombre de produits de boucherie. Si la marge bénéficiaire reste fixée à 3,40 F. le kilo, la Confédération nationale de la boucherie française n'en précise pas moins qu'elle ne peut prévoir ni l'évolution des prix de la viande ni même le prix auquel va se trouver le bifteck libéré.

Le ministère contingente toujours une bonne part de la viande, puisque, notamment pour le boeuf, restent encadrés le rumsteack, l'entrecôte, le plat de côte, la macreuse à braiser et le tendron. Restent donc soumis à conventionnement 51% de viande de boeuf et 32% des produits charcutiers.

Après le dérapage de la baguette (+ 22% en un an) et du filet (qui a dépassé parfois les 100 F. le kilo au détail), il est évident que le ministre Monory n'a plus les coudées franches en matière de libération des prix et la mesure qu'il vient de prendre concernant le bifteck est un errement de plus. Elle veut être une récompense accordée aux bouchers puisque leurs prix n'ont augmenté que de 6,3% dans l'année, contre 8,7% pour les produits alimentaires et 11% pour l'ensemble des prix.

Si le bifteck rattrape son retard, qu'importe ! Les familles ouvrières ne sont pas obligées de manger de la viande.

Bolivie

Une fois de plus, les forces armées boliviennes n'ont pas réalisé ce qu'elles avaient promis - le rétablissement d'un régime civil - comme elles le proclamaient durant les élections présidentielles de juillet dernier : le gouvernement civil installé après des élections tumultueuses aura vécu moins de trois mois.

Le nouveau gouvernement issu d'un coup d'état n'ayant reçu aucun appui tant intérieur qu'international a dû recourir à la force pour tenter de se stabiliser, n'hésitant même pas à bombarder la population.

Le Parti socialiste français s'élève vivement contre la répression dont est victime le peuple bolivien et affirme sa solidarité avec la C.o.b et les forces progressistes - en particulier l'U.d.p - dans leur lutte pour le rétablissement d'un régime démocratique.

(Communiqué de Lionel Jospin)

Censure à Antenne 2 pour interview non conforme

La restauration de l'habitat ancien, c'est un bon sujet télé. C'est ce que s'est dit le service économique et social de la rédaction d'Antenne 2. Avec de belles images à la clef, et, pour les explications, l'interview des responsables locaux.

Responsables «choisis», au nom du prétendu équilibre, l'un dans une municipalité de droite, l'autre dans une mairie socialiste : Chambéry. Objectif de l'émission : montrer que l'Agence nationale pour l'Amélioration de l'habitat, c'est-à-dire le ministère de l'Environnement, c'est-à-dire le gouvernement, avait mis en place une politique qui, enfin, donnait satisfaction à tout le monde. Comme on le voit, une présentation «purement technique».

Le maire de Chambery, Francis Ampe, demande et obtient, après un premier refus motivé par l'ordre reçu «de ne pas faire parler les maires socialistes», que l'adjoint chargé de l'habitat ancien, Jean-Pierre Cohen, soit interviewé. Ce qui est fait le 5 octobre.

Mais dès le 9, la direction d'Antenne 2 téléphone à la mairie de Chambéry pour signaler que l'interview de Jean-Pierre Cohen avait été supprimé au montage.

C'est tout.

Bulle

Pourvu que les «étudiants» fanatiques occupant l'ambassade américaine de Téhéran ne se transforment pas en véritables preneurs d'otages. Pourvu que la Maison Blanche, pour venir en aide aux ressortissants menacés, ne décide pas une opération militaire. Pourvu que lors du passage des avions libérateurs aux franges de son territoire, le colonel Khadafi ne croit pas utile à sa gloire de faire descendre quelques aéronefs yankees au tapis. Pourvu que des «révolutionnaires» islamiques, voyant fondre sur eux les militaires US ne décident pas en représailles de saborder les pipe-line et de faire sauter les puits de pétrole qu'ils contrôlent. Pourvu que le monde «libre» s'estimant atteint dans ses approvisionnements vitaux en énergie, ne se lance pas dans des aventures militaires aux conséquences trop prévisibles.

Pourvu que la très relative paix du monde ne dépende pas des délires d'un vieil homme enturbanné.

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F.

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Date et signature :

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.